L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 16 DECEMBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 16 DECEMBRE

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par le shérif, A Pentropôt Nos 23 et 25 rue d'Orléans—un lot de meubles.

Par Placide J. Spear, au No 49 de la rue du Camp—Continuation de montres, bijoux, diamants, etc.

Par Hotman, Marks & Co., dans leurs salles d'encan — grand assortiment de marchandises d'hiver.

Par E. E. Morphy, au coin des rues Front et Canal—raisins.

Par G. de Feriet & Co., au No 12 rue Ste-Anne—grande variété de meubles.

Par A. Bérard, aux derrières du Phœnix, rue des Champs-Elysées—chevaux, mulets, waggonette.

Par Vincent & Co., aux Nos 21 et 23 de la rue de la Douane—bottes, souliers, et broderies.

ATTENTION!!!

Le shérif procédera aujourd'hui, à 3 heures P. M., à son entrepôt Nos. 23 et 25, rue d'Orléans Deuxième District, à l'adjudication d'un lot de meubles, &c.

Fatence. — Voir l'annonce de E. E. Morphy, enchanteur.

Raisins, Raisins.—Voir l'annonce de E. E. Morphy, enchanteur.

Grande vente de meubles.—Mm. Noyes & Hodgson procéderont mardi, 22 décembre, à la vente de tout le grand stock de meubles de M. Jos. H. Rubbard, No 122, coin Rampart et Bienville. La vente sera faite sans réserve, M. Rubbard étant décidé à se retirer des affaires.

Achetez vos bonbons et vos fruits confisés chez A. LEHANNE, rue du Chartres, 207, entre Dumaine et Ste Anne.

SPECTACLES.

Mercredi, 16 déc. 1874.

VARIETES.—A midi et le soir, Jno. E. Owens dans son grand rôle de Caleb Plummer, the toy maker.

ACADEMIE.—A midi et le soir, La grande parodie de Hamlet.

ST-CHARLES.—Little Nell.

De l'intervention fédérale.

Le Président Grant avoue dans son message, que l'intervention fédérale dans les Etats répugne au sentiment public. Il eût pu ajouter que l'intervention telle qu'il l'a pratiquée maintes et maintes fois en Louisiane, est contraire autexte et à l'esprit de la Constitution des Etats-Unis. Au moment où la clique radicale, vaincue au scrutin, déploie de toute force physique et morale, songe à invoquer à nouveau l'assistance des baïonnettes fédérales pour soutenir la nouvelle usurpation qu'elle projette d'accomplir, il est utile de rétablir la véritable théorie constitutionnelle sur le droit du gouvernement fédéral à intervenir dans un Etat.

Voici le texte de la section 4 de l'article IV de la Constitution des Etats-Unis qui régit la matière :

SECTION 4.

Les Etats-Unis garantissent à chaque Etat dans cette Union une forme républicaine de gouvernement ; et ils protégeront chacun d'eux contre l'invasion ; et, sur la demande de la Législature, ou de l'Exécutif *(quand la Législature ne pourra être réunie)* contre la violence domestique.

Ce texte est tellement clair qu'il n'y a pas deux interprétations possibles. S'il y a violence domestique dans un Etat, le gouvernement fédéral doit sa protection à l'Etat sur la demande de la Législature. Si la Législature n'est pas réunie, le gouverneur de l'Etat doit la convoquer et ce n'est que dans le cas où la Législature ne pourra être assemblée, qu'une demande de secours de la part du gouverneur doit être prise en considération.

Sans raisonner à la reconstruction qui a été elle-même une intervention du Congrès dans les affaires des Etats entièrement injustifiable au point de vue constitutionnel, nous pouvons prouver que chaque cas d'intervention des forces fédérales, en Louisiane, sous le nouveau régime, a constitué une violation flagrante de l'article précité de la Constitution.

Les troupes des Etats-Unis ont été mises plusieurs fois à la disposition de Warmoth sur sa simple réquisition, notamment pour l'expédition qu'il a dirigée contre les autorités légales de Jefferson City avec ses métropolitains appuyés par les troupes nationales.

En janvier 1872, la Législature était divisée en deux fractions. Le Président a mis les troupes fédérales à la disposition de Warmoth bien que la Législature fût en session et qu'il n'eût pas reçu de réquisition en forme légale de cette assemblée.

L'intervention fédérale à la suite de l'élection de novembre 1872, est encore moins justifiable si c'est possible.

La Législature nouvellement élue, devait s'assembler à dix heures du matin. Le même jour à deux heures avant le moment fixé pour la réunion, deux compagnies de troupes fédérales ont occupé la Maison d'Etat et ont, par la violence, empêché la majorité des représentants et sénateurs légalement élus, de prendre leurs sièges. On sait que le prétexte de cette intervention a été le fameux ordre de minuit du juge Durell, ordre qui n'avait de valeur de tous les jurisconsultes des Etats-Unis, aucune valeur légale.

C'était une singulière manière de renverser les rôles.

L'intervention fédérale qui ne pouvait être autorisée que par une demande de la Législature, se produisait juste un peu avant la réunion de cette assemblée, pour en fausser la composition.

La justification de la conduite du président dans cette affaire a, cependant, été entreprise par quelques hommes politiques qui sont tombés fortement dans d'étranges contradictions.

C'est ainsi que M. Alex. Stephens a soutenu que le juge Durell avait le droit de connaître de la prétention de Kellogg à être élu gouverneur, tout en admettant que ce juge n'avait aucune juridiction en ce qui concernait l'élection des membres de la Législature.

M. Stephens paraît ignorer que d'après la Constitution de la Louisiane, les votes pour gouverneur et lieutenant-gouverneur doivent être comptés et les résultats proclamés par l'Assemblée législative, ce qui exclut toute idée de compétence de la part d'une cour quelconque. Or, puisqu'il admet que Durell n'avait aucune juridiction sur l'élection des membres de la Législature, il ne reste absolument rien pour justifier un ordre judiciaire, l'emploi des troupes, ou en d'autres termes une intervention fédérale judiciaire ou exécutive, ayant pour objet de décider de la composition de la Législature.

La Constitution des Etats-Unis, pas plus que les constitutions des Etats n'ont supposé qu'il pût se produire du pied général de troupes qui judiciait, au début, la composition de la Législature. Mais on voit, cependant, avec quel sans façon militaire le pouvoir exécutif fédéral a traité les Etats du Sud qu'il persiste à considérer comme des provinces conquises.

Si le président Grant est aujourd'hui d'opinion que son intervention fédérale, il n'a pas absolument besoin que le Congrès assume la responsabilité de dicter ce qui doit être fait en Louisiane ; il n'a qu'à revenir à l'observation pure et simple de l'article de la Constitution que nous avons cité en tête de ces observations.

La Législature, élue le 2 novembre dernier, se réunira le 4 janvier, conformément à la Constitution. A elle seule appartiendra à partir de ce jour, le droit de requérir l'assistance fédérale contre la violence domestique s'il en existait. Le Président semble avoir reconnu qu'il ne peut intervenir en prévision d'un danger, puisqu'il nous demande pour supprimer une violence accomplie. En refusant la Constitution il se souviendra que même en cas de violence, il ne peut intervenir que sur la demande de la Législature, et sur la demande du gouverneur *seulement dans le cas où la Législature ne peut être réunie.*

Rien dans cet article ne lui donne le pouvoir de mettre les troupes à la disposition de Kellogg pour installer à la Maison d'Etat une nouvelle Législature usurpatrice. Le Président n'est pas juge de l'élection des membres de la Législature. Les circonstances sont identiques à celles d'il y a deux ans et nous avons lieu d'espérer que le Président, instruit par l'expérience, ne retombera pas dans les mêmes erreurs et qu'il ne chargera pas son administration et son parti, déjà si accablés du poids de leurs fautes, du fardeau d'un second "outrage de la Louisiane."

Le peuple de la Louisiane sait quels sont les représentants et les sénateurs élus et il saura faire respecter sa souveraineté, de ceux qui voudraient y porter atteinte. Il n'y a même pas de conflit à craindre, puisqu'il n'y a pas un seul homme qui veuille, ni parmi la police ni parmi les citoyens, se faire le champion de la fraude.

La composition de la Législature.

Les protestations faites par les démocrates devant le Bureau des Retours ont été basées sur des faits et des preuves faciles à vérifier. Les radicaux, au contraire, se sont bornés à des allégations vagues et indéterminées, l'intimidation, de menaces, de violence, diffuses à établir et la plupart de leurs protestations semblent n'avoir eu d'autre objet que de fournir au Bureau un prétexte pour écarter un assez grand nombre de paroisses démocratiques. Mais le Bureau n'ose rejetter, sans preuves, les votes de ces paroisses, et M. Anderson a donné à entendre que le Bureau "renverrait les cas contestés devant l'assemblée. Or, comme le nombre de ces cas contestés a été calculé de façon à éliminer temporairement un assez grand nombre de démocrates pour qu'il reste une majorité radicale, ce serait un moyen indirect de renverser le résultat de l'élection. C'est contre ce procédé illégal et frauduleux que M. Zacharie, au nom du comité démocrate a présenté la protestation suivante :

1° Parceque dans ces paroisses, les protêts enregistrés ne sont pas conformes aux sections 9 et 20 des statuts qui créent le Board, statuts en vertu desquels seulement le Board a le pouvoir d'aller au-delà des retours ; et, comme il n'y a pas de contestation légale, les retours sont légalement incontestés et, comme tels, doivent être promulgués ; et même si ces retours étaient contestés dans la forme légale, la loi ordonne impérieusement que les officiers chargés de faire les retours " ne recevront, ne comptent ni ne compteront l'état du vote de tels polls ou autres bureaux d'élection avant que l'état des autres polls ou bureaux d'élection ait été reçu et compilé." Les officiers chargés de faire les retours devront ensuite procéder à examiner les imputations d'émeutes, de tumultes, etc., et s'ils sont convaincus, d'après les témoignages produits, que ces émeutes, etc., n'ont pas matériellement contrarié la liberté et la sincérité du scrutin, etc., alors, et pas autrement, les dits officiers préposés aux retours recevront et compileront les votes déjà polls." "S'il est convaincu de la réalité des faits allégués, le Board devra déclarer définitivement, mais il ne relèvera ni ne compilera l'état du vote de ces polls ou bureaux d'élection, qu'il rejettera au contraire des retours."

2° Comme fait incontesté, le Bureau a déjà relevé toutes les paroisses de l'Etat, à l'exception de De Soto, et a compilé l'état du vote, opération à laquelle la loi défend de procéder, s'il y a un protêt présenté dans les formes, avant que le Board se soit convaincu que le dit protêt n'est pas fondé. Toutes les paroisses ayant été relevées et compilées, comme si les protêts avaient été écartés, conformément à la loi, le Board doit prononcer le résultat. La loi a agement défendu au Board de relever et de compiler le vote, avant qu'il ne fût prononcé sur les protêts, parce qu'elle n'a pas voulu que l'esprit de parti et de suicidât la décision du Board, ce qui pourrait avoir lieu si le vote de chaque paroisse était relevé et compilé, et le résultat connu avant la décision. La mesure à laquelle s'est arrêté le Board de se prononcer sur les protêts de toutes les paroisses contestées, en masse, après que leur vote a été relevé et compilé, est en contradiction flagrante avec l'esprit et la lettre de la loi, et annule l'intention évidente des statuts en permettant au Board de connaître le résultat politique du vote dans les différentes paroisses, avant qu'il se soit prononcé sur aucune paroisse où le reste contrôlerait chaque cas, au lieu d'isoler chaque protêt en le plaçant en dehors de la question du vote donné par les autres paroisses. Par la seconde clause du serment que chaque membre du Board prendra en venant siéger, jure ainsi : "Je relèverai et compilerai fidèlement et honnêtement l'état des votes, et je ferai un retour vrai et exact de l'élection. Dieu me soit en aide."

De sorte que le Board est tenu, par son serment de faire rentrer dans ses opérations, "Où il y dans une chose de la même section : " Le Board restera en session jusqu'à ce que ces retours aient été compilés", et, après avoir remis une copie de la compilation au secrétaire d'Etat, il fera une autre copie l'objet d'une proclamation qu'il fera publiquement dans le journal officiel et dans tels autres journaux qu'il jugera convenable". Le devoir de relever et de compiler, conformément au serment prêté, a été rempli. Reste à accomplir l'autre devoir imposé par le même serment, celui de "faire un retour vrai et exact de l'élection" et "d'en faire une proclamation publique conformément aux dispositions de la loi. L'accomplissement de ces différents devoirs est commandé par le serment, et l'obligation du moment a été substituée sans un Board avec l'autorité ; il ne saurait s'en affranchir.

De ces retours, déjà examinés et compilés par le Bureau et vérifiés par ce comité, il ressort, d'une façon indiscutable que John D. Moncure et Anton Dudleston ont reçu comme candidats pour trésorier le premier 73,400 et le second 69,483 votes, non compris les paroisses Carroll et De Soto, tandis que MM. Ellis, Gibson, Spencer, Levy, démocrates et Nash et Darrall, républicains, candidats contre-sectionnels 10 démocrates et 8 républicains candidats pour le Sénat, 69 démocrates et 39 républicains candidats pour la Chambre des représentants, ont été élus par diverse majorités, leurs votes comptés et compilés et qu'il ne reste à faire au Bureau qu'à remplir le devoir que lui prescrit la loi et à proclamer le résultat.

3° Rien dans la loi n'autorise un bureau à éclairer le devoir de prononcer sur les retours pour les membres du Sénat, de la Chambre des représentants, ou d'aucun bureau, d'après l'état ou de paroisse, autres que le gouverneur et le lieutenant-gouverneur ; et aucun bureau des retours n'légal ou non, dans cet Etat, n'a jamais agi de la sorte même en 1872, avec toutes les irrégularités dans les procédures, chaque bureau a prononcé sur les retours pour les membres de la Législature, rejetant, exigeant ou admettant les votes des paroisses selon qu'il le jugeait convenable, et en référant la décision des cas contestés que pour le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée générale investie par l'article 48 de la Constitution de l'Etat du pouvoir de compter et de proclamer les votes pour ces fonctionnaires.

Les emplois de gouverneur et de lieutenant-gouverneur n'étant pas en question dans l'élection actuelle, il n'y a pas d'excuse valable pour que le Bureau n'en réfère à l'Assemblée aucune paroisse de l'Etat. La loi n'autorise pas ce bureau à référer ainsi les cas contestés, et il n'y a pas de précédent semblable même dans les limiers et scandaleux procédés du bureau Lynch.

Ce bureau ne ne sera pas confirmé à la lobet n'aura pas rempli son devoir tant qu'il n'aura pas décidé finalement d'accepter ou de rejeter le vote de chaque paroisse dont il a devant lui des documents suffisants pour en indiquer le vote. A l'exception de De Soto qui a été rejetée, il n'est pas une paroisse pour laquelle on allègue que les retours sont insuffisants, et le Bureau doit prononcer sur toutes pour les accepter ou les rejeter. Agir autrement, ne serait pas décider sur l'élection mais seulement sur une partie de l'élection.'

Le bureau Pomp n'a refusé de prononcer que lorsque, dans son opinion, il n'avait pas devant lui des retours suffisants pour indiquer le vote réel. Mais en supposant même que le pouvoir accordé à la Législature de décider des titres de ses membres à siéger, l'autorise à agir comme Bureau des retours, ce qui n'est pas, cette assemblée n'a aucun pouvoir pour prononcer sur les retours pour le Trésorier, les membres du Congrès et les officiers de paroisse, ni sur les retours pour les amendements à la Constitution, et ces questions ne peuvent être décidées sur un retour partial des paroisses par ce Bureau. Il faut que ce Bureau décide ces questions par une action finale.

Billy Aschroft, le grand comédien irlandais de l'époque, à l'Académie aujourd'hui.

SOCIÉTÉ DE L'UNION FRANÇAISE.—Une assemblée générale des membres de cette société a eu lieu le 12 décembre. Lecture a été donnée du rapport des opérations de l'année écoulée. On trouvera ce rapport dans nos colonnes. Il en résulte que les recettes de toute nature ont été de $2,405 40 et les dépenses de $1,631 60, de qui laisse en caisse une somme de $813 80. Les ressources limitées dont dispose la société ne lui permettent de donner de secours que dans une faible mesure, car les bons et les secours en argent ne figurent dans les dépenses que pour $322 50, mais la société rend d'utiles services aux français nécessiteux en procurant du travail ou du Penplui aux hommes et aux femmes qui s'adressent à elle, et elle offre à ses nationaux les avantages d'un cours d'anglais gratuit.

Pour que la société pût étendre sa sphère d'action et exercer la bienfaisance sur une plus grande échelle, il faudrait que les résidents français répondissent à l'appel qui leur est adressé par l'honorable président de l'Union française, M. L. Bieton, dans le discours suivant qu'il a prononcé devant l'assemblée générale et que nous nous faisons un devoir de reproduire.

Messieurs et chers compatriotes.—Après cet exposé sommaire des services rendus par notre société, nous faisons de nouveau appel à votre patriotisme, non-seulement pour persister dans l'œuvre si utile que nous avons entreprise, mais encore pour la populariser, pour en faire ressortir tous les avantages et pour nous amener tous ceux de nos compatriotes qui son trestés à l'écart jusqu'à présent.

Messieurs, avec un nombre restreint de sociétaires, nous avons la satisfaction d'avoir fait beaucoup de bien ; malheureusement nos ressources limitées ne nous ont pas permis de faire tout celui que nous aurions voulu. Si nous avions le concours de tous les Français établis en cette ville qui, sans se gêner le moins du monde, pourraient, moyennant une modique cotisation si modique de 50 cents par mois que nous leur demandons, alors nous pourrions étendre le cercle de nos bienfaits et soulager des misères que, dans l'état actuel de notre caisse, nous, ne pouvons qu'adoucir un instant.

Que chacun de nous se mette donc à l'œuvre ! Que chacun combatte l'indifférence et cherche à faire bien comprendre notre but qui est la bienfaisance sous toutes ses formes.

Plusieurs dames font déjà partie de notre société. Tâchons d'en augmenter le nombre. En nous rappelant ce que nos dames françaises ont fait pendant les douloureux événements dont notre patrie a été le théâtre dans ces dernières années, on songe naturellement à tout ce que des femmes dévouées et dignes de leur sexe pourraient entreprendre en faveur de leurs sœurs qui, comme nous, résident en ce pays.

Faisons donc appel à leur cœur toujours si ingénieux lorsqu'il s'agit de soulager quelque misère et de sécher quelques larmes ! Nous avons tous présent à la mémoire et avec des sentiments de vive gratitude ce qu'une société improvisée de jeunes personnes a pu accomplir en faveur de l'Union Française.

Enfin, Messieurs, n'oublions pas que sur ce terrain neutre de la bienfaisance tous nos compatriotes doivent être les bienvenus, ceux qui peuvent et qui veulent soulager et ceux qui ont besoin de soulagement. Nous n'avons ici qu'une seule opinion : Patriotisme ; une seule devise : Aidons nous les uns les autres.

Le président L. BRETON

OPÉRA.

Les Matinées prennent des allures qui sont d'un bon présage pour la Direction ; celle de samedi (on donnait la *Favorite*) avait attiré une foule qui garnissait encore le mieux la salle que ne l'avait fait *Rigoletto*, donné pendant le jour, le jeudi précédent. *Lucie de Lammermoor*, annoncée pour la Matinée de demain, continuera, nous l'espérons bien, le crescendo. C'est une bonne occasion offerte aux dames, pour apprécier Mlle Heuriette de Joly dans le grand opéra. La jeune artiste sera amplement de mériter leurs suffrages, en leur prouvant qu'elle sait chanter la musique de Donizetti aussi bien qu'elle la sent.

Demain soir, seconde représentation de *Jérusalem*, avec MM. Chelli, Dardignac, Feitlinger, Degruel, Mlle Anna, Verchenet. Au troisième acte le Pas-Mon-que exécuté par Mlles Stickel, Bracq et Augusta.

A. M.

Mlle Bettie Remmelsburg assistée par Mlle Sallie Chintope donneront leurs gracieux pas à la matinée de l'Académie aujourd'hui.

GRAND CONCERT VOCAL ET INSTRUMENTAL.—M. Mayan a eu tenu, l'année dernière, l'emploi de première basse à l'Opéra, doit donner, ce soir, dans la salle Grunewald, un grand concert vocal et instrumental, dont le programme est publié dans nos colonnes. Il a obtenu, pour cette circonstance, le concours de Mme Vercken et de M. Chelli de l'Opéra, et celui de madame Comès. M. Mayan chantera trois jolis morceaux, L'hiver, de Béringer, "Idylle du Passé" de Rupès, "Où voulez-vous aller" de Gounod, et "Mon p'tit neveu" de Darcier. Nous remarquons dans le programme deux quintettes de Auslow qui seront exécutés par les solistes de l'Opéra. Un véritable intérêt artistique s'attache donc à cette soirée et nous espérons que tous nos dilettante s'empresseront de répondre à l'appel qui leur est adressé par M. Mayan. Le concert commencera à sept heures et demie.

☞ LE CONCERT—annoncé pour le 17 courant au St-Patrick Hall, au profit de l'Asile St-Vincent, est remis au mercredi 23 courant.

GRAND BAL ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ CULINAIRE.—La société culinaire doit donner le samedi 23 janvier prochain, son troisième grand bal annuel, paré et travesti Nous remercions le comité des invitations qu'il nous a adressées.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de M. A. Du Quesnay, professeur de musique bien connu de nos meilleures familles créoles.

Monsieur Du Quesnay a fait, à Paris, des études musicales complètes, sous la direction de plusieurs des célébrités artistiques de l'époque actuelle ; entr'autres, pour le piano, nous citerons Alkan, Marmontel ; pour la composition, l'harmoniste Maledan, qui a compté parmi ses élèves les compositeurs Camillo Saint-Saëns, Pascal, Marcaillhou, madame Tardieu de Malleville, etc., etc.

Pour le chant, M. Du Quesnay a enseigné d'après la méthode de madame Damoreau.

J. G. Du Leevis, comique burlesque dans Hamlet avec Mose Fides dans le rôle de Hamlet, à l'Académie aujourd'hui.

VIGILANT FIRE CO. No. 3.—L'élection annuelle des officiers de cette compagnie de pompiers à eu lieu lundi dernier et les messieurs dont les noms suivent ont été élus :

Henri Weisenback, président, Joseph Picolo, vice président, Geo. H. Tardy, lomisinale, secrétaire, et Louis Weisenback, foreman. Nous félicitons bien sincèrement la compagnie de la sagesse dont elle a fait preuve dans le choix de ses officiers ; et les nouveaux élus, de la confiance que la compagnie leur a témoignée.

COLLÈGE COMMERCIAL DE DOLHEAC.—Une annonce insérée plus loin, informe le public qu'une école commerciale est ouverte au No 203 de la rue du Canal, et qu'un cours spécial est fait aux dames. On y enseigne l'écriture, la tenue des livres, l'arithmétique et toutes les branches d'instruction qui ont rapport au commerce. Pour de plus amples informations et les conditions nous référons à l'annonce.

Achetez vos chapeaux aux magasins de chapeaux de R. E. Lee.

Un lot de $20,000.
Un lot de $10,000 et un autre de $5,000.
40 lots de $500 chacun.
200 lots de $100 chacun.
Voilà ce qu'offre la loterie de la Louisiane.
Un lot de $20,000.
Un lot de $10,000 et un autre de $5,000.
40 lots de $500 chacun.
200 lots de $100 chacun.
Voilà ce qu'offre la loterie de la Louisiane.

Magasins de chapeaux à très bon marché, de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

CHRONIQUE DE LA VILLE
A la quatrième page.

Ce pont être une folie,
Mais les lots offerts par la Loterie
Sont énormes, extravagants ;
Ils s'élèvent à $80,000
Pour le tirage du 26 décembre.

Ce pont être une folie,
Mais les lots offerts par la Loterie
Sont énormes, extravagants ;
Ils s'élèvent à $80,000
Pour le tirage du 26 décembre.

LIQUIDATION POSITIVE.—M. P. Mallard, voulant se retirer complètement des affaires pour cause de santé, s'est décidé à écouler son bel assortiment de meubles et objets d'art au plus bas prix jusqu'au moment de la vente à l'encan qu'il compte faire dans le courant de janvier. Nous appelons donc l'attention de toutes les personnes qui ont des cadeaux à faire, à l'occasion de la Noel, et du Jour de l'An sur les occasions favorables qu'elles trouveront chez lui. Elles pourront se procurer, pour un prix très raisonnable, un objet d'art, un article de fantaisie, un de ces jolis riens qui font si bien sur une étagère, tout cela choisi avec goût et ayant ce cachet artistique qui en triple la valeur. Nous engageons nos lecteurs et nos lectrices à aller jeter un coup d'œil sur ces jolies choses, au milieu desquelles on peut faire, à coup sûr, choix d'un cadeau qui sera apprécié comme un souvenir durable, et agréable du donateur ou de la donatrice.

Geo. L. Knight, le fameux comédien, paraîtra à la matinée de l'Académie aujourd'hui.

LE BATEAU A VAPEUR St-MARY.—Cet excellent bateau qui fait maintenant, avec tant de succès, le service en aval de la ville, est commandé par le capitaine Fred. Probst dont tout le monde connait l'habileté et la prudence, et qui est assisté par MM. Trémoulet et Selchnaydre, commis. Le capitaine Probst tient à faire savoir aux habitants de la côte, que son bateau a été mis sur la ligne au-dessous de la ville pour y faire, non un service provisoire, mais bien un service durable, et plus que cela, un service permanent. Les expéditeurs pourront donc toujours compter sur sa ponctualité, son activité et sa rapidité. Le steamer St-Mary a pris sa place sur cette partie du fleuve et ne la quittera plus. Nous insistons sur ce point parce que nous savons que de la part du capitaine Probst, c'est un parti pris et qu'il n'y renoncera pas. Le samedi, le St-Mary, qui est tout neuf et fin marcheur, étendra ses voyages jusqu'aux forts. Il fera du reste tous ses efforts pour mériter le patronage des habitants de la basse ville, patronage qu'il a déjà obtenu en grande partie.

Chapeaux fashionables aux magasins de chapeaux de R. E. Lee.

BILLET GAGNANT.—M. J. W. Petty, photographe, rue Bourbon No. 17, certifie, ainsi qu'on le verra plus loin dans un avis signé de lui, qu'ayant acheté pour 25 cents au bureau de M. Pesant, No 5, Carondelet, le quart du billet de combinaison Nos. 2, 25, 85, de la loterie de la Louisiane, qui a gagné le prix capital de $6000, au tirage de samedi, 12 décembre 1874, le quart du billet lui a été payé immédiatement et sur présentation au bureau de la compagnie.

VINS, VERMOUTH, HUILE.—MM. Paul Gelpi & Bro, 41 rue Decatur, antrefois Vieille-Levée, annoncent qu'ils viennent de recevoir par plusieurs navires de Marseille, de Cette et de Oléne, et qu'ils ont à vendre des vins rouges, des vins blancs, du vermouth, des vins liquoreux, des fruits et divers articles alimentaires tels que des fromages du Parmazan, des champignons, olives, pâtes d'Italie, &c., &c.

Il y aura un beau lendemain de Noel
Pour les gagnants du tirage du 26.
Qui gagnera le lot de $20,000,
Qui gagnera le lot de $10,000
Et le lot de $5,000 !
Il y aura un beau lendemain du Noel
Pour les gagnants du tirage du 26.
Qui gagnera le lot de $20,000,
Qui gagnera le lot de $10,000
Et le lot de $5,000 !

Les magasins de chapeaux de R. E. Lee sont ceux où se trouvent les chapeaux les plus fashionables et les moins chers de la ville.

18.

Trembler ou ne pas trembler.—Oui, c'est la question. Vaut-il mieux trembler de la colère qui gronde dans la poitrine de la mère, de chagrin qui attriste en inondant de ses larmes les joues de Rosettes. Il ne peut y avoir beaucoup de doute sur la réponse des fidèles à cette question. De tous les points d'où viennent d'affreux échos, souffrent de la fièvre chez une de manche croissante pour l'un que prévaudra sur le radical qu'il invente la cause contre ce fléau. Les habitants des districts de vers auxquels ramènent impitoyable les ravages de la fièvre, ont pris de la précaution, entreprise de la société civilisée, offre à ses meilleurs ses sincères remerciements.

Notre conseil d'ami : gratuit : marché régulièrement à tous la semaine et à chaque jour de la semaine, à toute heure du jour et de la nuit, sans exception, sans interruption, sans distinction de personnes, sans acception de position sociale, sans acception de fortune, sans acception de couleur, sans acception de religion, sans acception de sexe, sans acception d'âge, sans acception de nationalité, sans acception de race, sans acception de langue, sans acception de parti politique, sans acception de rang, sans acception de titre, sans acception de profession, sans acception de naissance